

A.D. SARL

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 15 244,90 Euros
Siège social : 46-48 rue Marcel Grosménil
94800 VILLEJUIF

DÉPÔT AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CRÉTEIL	
LE	29 AOUT 2002
SOUS LE N° 12250	

STATUTS

mis à jour à la suite de l'assemblée
Générale Mixte du 22 Mai 2002

pour copie certifiée conforme

S. [Signature]

L. GONNET,

Gérante

AD GP

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée "A.D. SARL".

Dans tous documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'Etranger :

- l'achat, la vente, le commerce en gros, la distribution de tous matériaux, produits et fournitures liés au secteur du bâtiment. Prestations de services ;
- l'acquisition, la propriété, l'administration par bail ou autrement de tous immeubles et de tous biens et droits immobiliers ;

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé à VILLEJUIF (94800) 46-48, rue Marcel Grosménil.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

RD LD

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits à la constitution de la société d'un montant de 15 244,99 Euros et formant le capital d'origine ont tous été des apports de numéraire.

ARTICLE 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à 15 244,99 Euros. Il est divisé en 1000 parts entièrement libérées, numérotées de 1 à 1000. Leur répartition figure ci-après.

ARTICLE 8 - REPARTITION DES PARTS

Les parts composant le capital social sont réparties entre les associés dans les proportions suivantes

-A la S.A.R.L ESSENTIELLE	
neuf cent quatre vingt dix neuf parts n° 1 à 999	999 parts
 -A Monsieur Didier CHAUDAT	
une part n° 1000	1 part

Total égal au nombre de parts composant le capital social	1 000 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont entièrement libérées.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL - EXISTENCE DE ROMPUS

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 11 doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

123 60

Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts, en cas d'échanges de parts consécutifs à une opération de fusion ou de scission, de regroupement ou de division.

ARTICLE 10 - PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes. Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

1 - Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associés, entre ascendants et descendants, et entre conjoints. Elles ne peuvent être transmises à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, ces majorités étant en outre déterminées compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Cette règle vise toutes les transmissions, à quelque titre que ce soit, sauf dispositions particulières du présent article.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

12) 10

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. En cas d'expertise, les frais de celle-ci sont supportés par moitié par le cédant et par la société. Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant à ce titre quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession. Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, éventuellement prorogé, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les parts qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque l'achat n'est pas réalisé, l'associé peut régulariser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du code civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 - En cas de décès d'un associé, ses parts sociales sont librement transmises à ses héritiers ou ayants droit qui ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants. Pour l'exercice de leurs droits d'associé, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

3 - Les parts sociales se transmettent librement en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne du vivant des époux ou au décès de l'un d'eux.

RD GP

4 - Aucun agrément n'est exigé du conjoint de l'époux associé qui, durant la communauté de biens, notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectués par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil.

5 - Les parts sont librement transmises en cas de fusion ou de scission d'une personne morale associée ainsi qu'en cas de dissolution de la société associée après réunion de toutes les parts en une seule main. Toutes autres transmissions ayant leur origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé sont soumises à agrément à moins qu'elles n'en soient dispensées parce que bénéficiant à des personnes déjà associées.

ARTICLE 12 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément -sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue- pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Chacun d'eux ne peut, sans y avoir été préalablement autorisé par une décision ordinaire des associés, faire pour son compte personnel ou celui de tiers, aucune opération entrant dans l'objet social, ni occuper un emploi quelconque dans une entreprise concurrente.

Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 13 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 14 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 15 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le PREMIER JANVIER et finit le TRENTE ET UN DECEMBRE.

ARTICLE 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

ND CP

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts.

En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 17 - NOMINATION DU PREMIER GERANT

Le premier gérant de la société, nommé pour le premier exercice social, est Monsieur Didier CHAUDAT.

ARTICLE 18 - IDENTITE ET DESIGNATION DES PERSONNES QUI SONT INTERVENUES A L'ACTE CONSTITUTIF SOIT PAR ELLES-MEMES, SOIT PAR MANDATAIRE

- Mademoiselle Martine MOUCHET
5, rue de Montubois - 95840 BETHEMONT LA FORET
Née le 28 Décembre 1962 à ST MAUR DES FOSSES (94)
- Monsieur Didier CHAUDAT
5, rue de Montubois - 95840 BETHEMONT LA FORET
Né le 20 Novembre 1961 à DIJON (21)
- Monsieur Patrice BUCZKO
51, rue St Marc - 41500 MER
Epoux de Madame Martine LOUCHARD
Né le 7 Mars 1953 à BLOIS (41)

ARTICLE 19 - LES APPORTS A LA SOCIETE

Il a été apporté en numéraire la somme totale de CENT MILLE FRANCS (100 000 F).

RD CD

Cette somme a été, dès avant ce jour, déposée à la Banque BICS - 12, rue Jeanne d'Arc - 75013 PARIS, à un compte ouvert au nom de la société en formation.

- Mademoiselle Martine MOUCHET
a apporté une somme en espèces de quarante mille francs, ci 40 000 F

- Monsieur Didier CHAUDAT
a apporté une somme en espèces de quarante mille francs, ci 40 000 F

- Monsieur Patrice BUCZKO
a apporté une somme en espèces de vingt mille francs, ci 20 000 F

avec l'accord de Madame Martine BUCZKO son épouse, ici intervenante, qui ne demande pas à être personnellement associée.

**ARTICLE 20 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE -
IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE
DE FORMATION**

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 31 Décembre 1995.

En outre, les actes accomplis pour son compte, pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire pour le compte de la société les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 21 - FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

RD 60

ARTICLE 22 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Villejuif

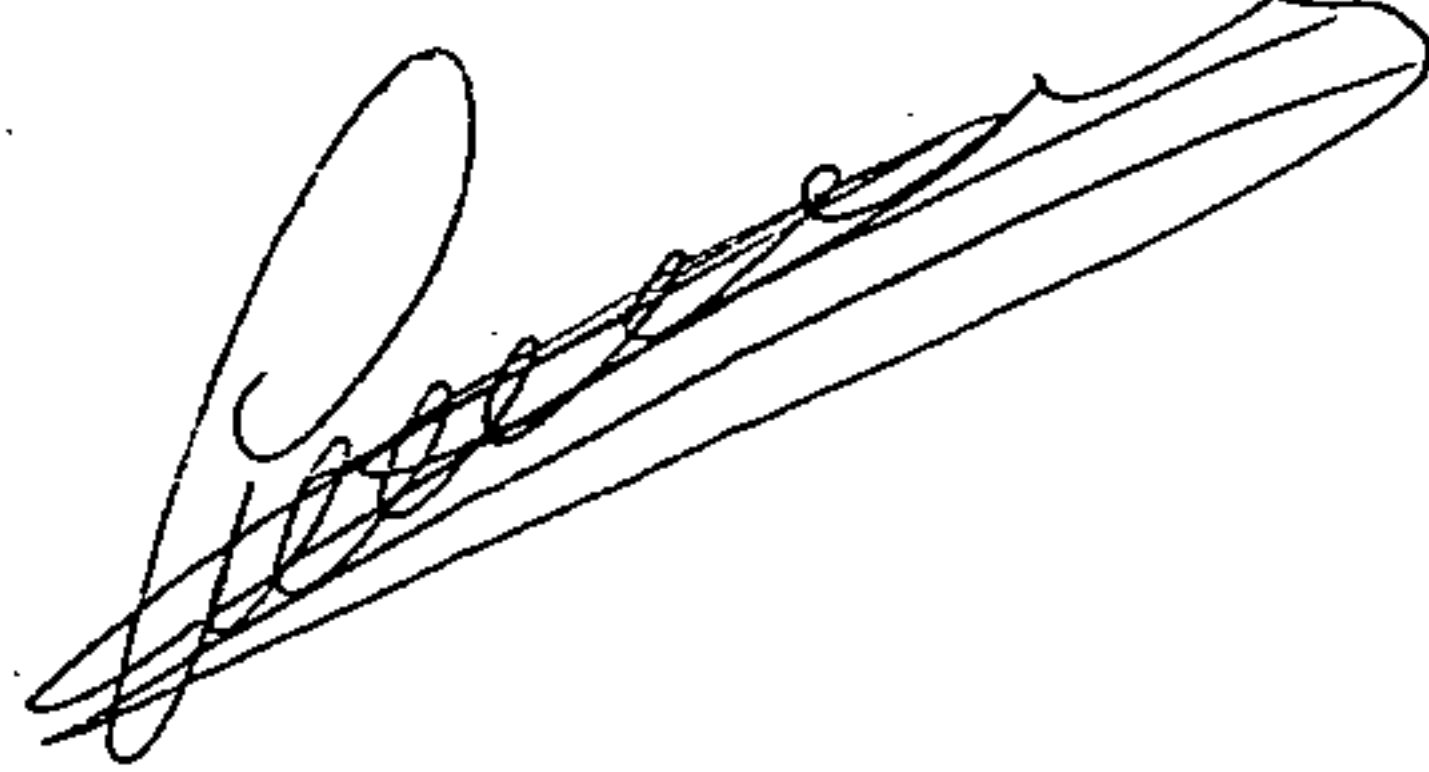
Le 22 mai 2002

En quatre originaux dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Pour la S.A.R.L ESSENTIELLE
le représentant permanent
Monsieur René DYSSLI



Didier Chaudet





Liste des sièges sociaux antérieurs

- 62, rue de Villeneuve
92110 CLICHY

- ZI de Vaux
758, avenue de Tremblay
60100 CREIL

Villejuif, le 22 mai 2002

L.GONNET,
Gérante

S.A.R.L. A.D.

Société A Responsabilité Limitée au capital de 15 244,90 Euros

Siège social :

Z.I. de VAUX

758 Avenue du TREMBLAY

60100 CREIL

RCS Senlis B 398 526 988

pour copie artificielle conforme
S.S.
L. GONNET
Gérante

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

du 22 MAI 2002

L'AN DEUX MILLE DEUX

Le vingt deux Mai

à 10 Heures au siège social.

Les membres composant ladite société se sont réunis sous la présidence de Madame Laurence GONNET, Gérante.

Sont présents :

- La SARL ESSENTIELLE, propriétaire de..... 999 parts
Représentée par Monsieur René DYSSLI
- Monsieur Didier CHAUDAT, propriétaire de..... 1 part

TOTAL DES PARTS REPRESENTEES..... 1 000 parts

Les associés présents ou représentés détenant 1 000 parts sociales, le quorum est atteint et les associés peuvent, en conséquence, valablement délibérer en Assemblée Générale Mixte.

Le Président rappelle l'**ORDRE DU JOUR** :

Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Rapport de gestion sur la marche de la société et sur les comptes de l'exercice clos le 31.12.2001 ;
- Approbation de ces comptes et quitus à la Gérance ;
- Affectation du résultat ;
- Questions diverses.

Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Transfert du siège social ;
- Modification statutaire ;
- Pouvoir pour accomplissement des formalités.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée, par chaque membre de l'Assemblée, en entrant en séance.

LD.

S.S.

CD

.../...

.../...

L'Assemblée Générale Mixte est présidée par Madame Laurence GONNET, Gérante.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- Un exemplaire des statuts sociaux ;
- Les copies des convocations adressées aux associés ;
- Le projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée ;
- La feuille de présence de l'Assemblée ;
- La liste des associés ;
- Le rapport de gestion ;
- Le bilan, le compte de résultats, l'annexe de l'exercice clos le 31 Décembre 2001 ;
- Ainsi que les documents prévus par la Loi, destinés à l'information des associés.

Il déclare que ces documents ont été tenus à la disposition des associés, conformément à la Loi, pendant les quinze jours qui ont précédé la réunion. L'Assemblée Générale Mixte lui donne acte de cette déclaration.

Il donne lecture du rapport de gestion, puis il déclare la discussion ouverte.

Un large débat s'instaure entre les associés et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes, figurant à l'ordre du jour.

Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance sur l'exercice clos le 31 Décembre 2001, approuve dans leur intégralité et dans toutes leurs parties les comptes dudit exercice comprenant le compte de résultats, le bilan et son annexe ainsi que l'inventaire se soldant, après déduction de toutes charges, amortissements, provisions et de l'impôt sur les sociétés, par un bénéfice net comptable de 10 792,32 Euros.

L'Assemblée Générale donne, à la gérance, quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SECONDE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale, sur proposition de la gérance, constatant que le bénéfice net comptable de la période du 1^{er} Janvier 2001 au 31 Décembre 2001 s'élève à 10 792,32 Euros, décide d'affecter cette somme au compte report à nouveau débiteur pour la totalité.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

LD.

SS

CD

.../...

.../...

Relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social à VILLEJUIF (94800) 46-48 rue Marcel GROSMENIL, à compter du 1^{er} JUIN 2002, et de modifier l'article 4 des statuts, en conséquence.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

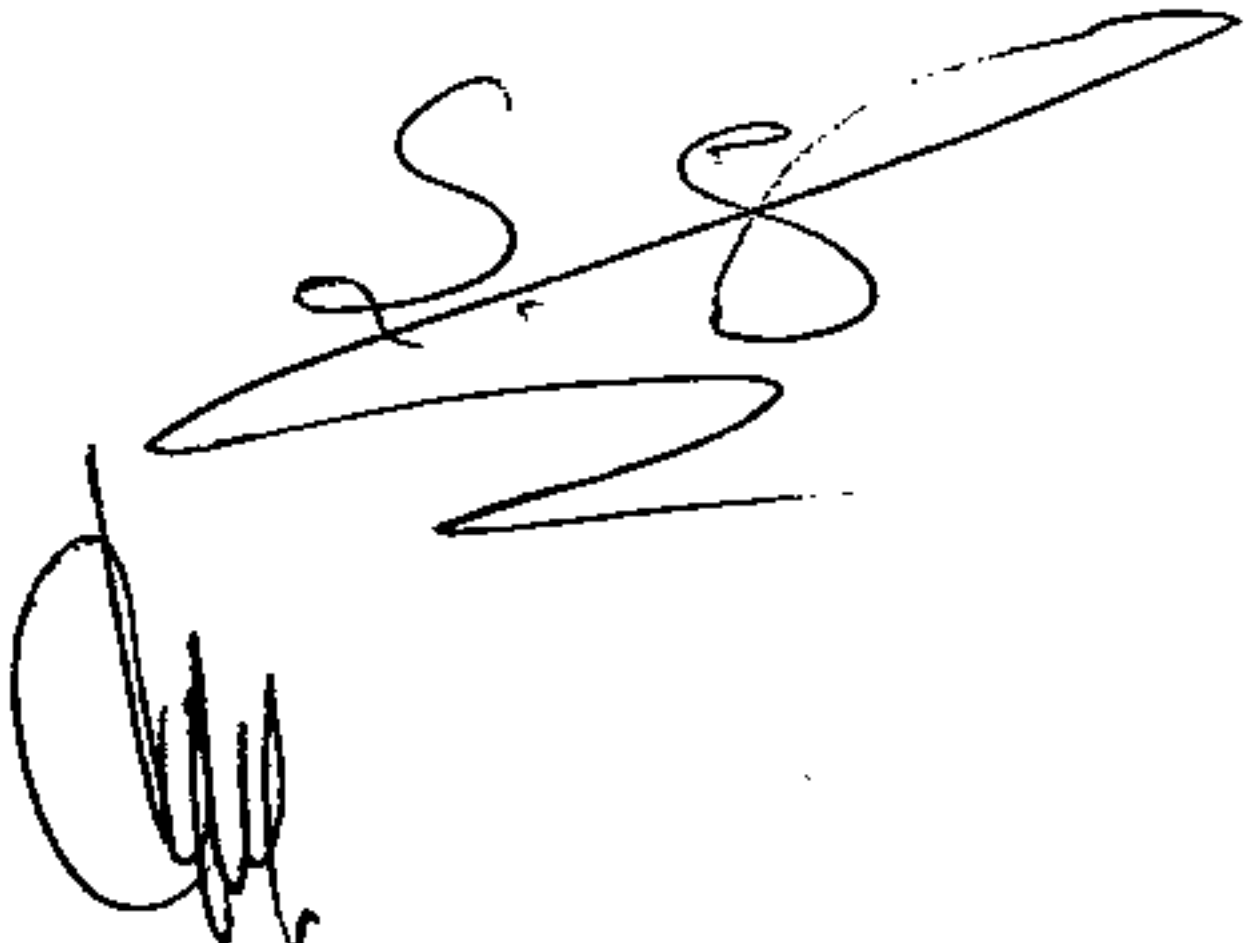
QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur des présentes ou d'un extrait pour effectuer les formalités d'usage.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 H.30

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par Madame Laurence GONNET, Monsieur René DYSSLI et Monsieur Didier CHAUDAT.

RS. 

CD 